



Convention de préfinancement
relative au
**projet de « Centre de compétences d'information
géographique appuyé par un Géoportail »**

*1er juillet 2015 jusqu'à la signature de la convention
INTERREG V*

Entre

- ✦ le Département du Haut-Rhin, porteur et cofinancier dudit projet,
- ✦ les partenaires cofinanceurs français :
 - l'État,
 - la Région Alsace,
 - le Département du Bas-Rhin,
- ✦ les partenaires cofinanceurs allemands :
 - le Ministère für Wirtschaft, Klimaschutz, Energie und Landesplanung, Rheinland-Pfalz,
 - le Ministère für Verkehr und Infrastruktur Baden-Württemberg,
 - le Regionalverband Hochrhein-Bodensee,
 - le Landkreis Breisgau-Hochschwarzwald
 - le Regionalverband Mittlerer Oberrhein
 - le Regionalverband Südlicher Oberrhein
- ✦ les partenaires cofinanceurs suisses :
 - la Regionalplanungsstelle beider Basel (Canton de Bâle-Ville et Canton de Bâle-Campagne)
 - la République et Canton du Jura.
 - Le Canton de Bâle-Ville
 - Le Canton de Bâle-Campagne
 - La Nouvelle Politique Régionale

Il est convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le Système d'Information Géographique du Rhin Supérieur (SIGRS) a, entre 2005 et 2015, contribué à dépasser l'effet frontière inhérent à tout espace transfrontalier, et à l'origine d'une rupture de la continuité territoriale et de nombreux obstacles à des politiques transfrontalières harmonisées.

Vorfinanzierungsvereinbarung
bezüglich des
**Projektes „GIS-Kompetenzzentrum auf
Geoportalbasis “**

*1. Juli 2015 bis zur Unterzeichnung der INTERREG V
Vereinbarung*

Zwischen

- ✦ dem Département du Haut-Rhin, als Träger und Kofinanzierer des o. g. Projektes,
- ✦ den französischen Kofinanzierungspartnern :
 - dem französischen Staat,
 - der Région Alsace,
 - dem Département du Bas-Rhin,
- ✦ den deutschen Kofinanzierungspartnern
 - dem Ministère für Wirtschaft, Klimaschutz, Energie und Landesplanung, Rheinland-Pfalz,
 - dem Ministère für Verkehr und Infrastruktur Baden-Württemberg,
 - dem Regionalverband Hochrhein-Bodensee,
 - dem Landkreis Breisgau-Hochschwarzwald
 - dem Regionalverband Mittlerer Oberrhein
 - dem Regionalverband Südlicher Oberrhein
- ✦ den Schweizer Kofinanzierungspartnern
 - der Regionalplanungsstelle beider Basel (Kanton Basel-Stadt + Kanton Basel-Landschaft)
 - der Republik und Kanton Jura
 - dem Kanton Basel-Stadt
 - dem Kanton Basel-Landschaft
 - der Neuen Regionalpolitik

Wird folgende Vereinbarung geschlossen :

PRÄAMBEL

Das Geographische Informationssystem des Oberrheins (GISOR) hat zwischen 2005 und 2015 zur Überwindung des „Grenzeffekts“ beigetragen, der jedes grenzüberschreitende Gebiet betrifft und Grund für einen Bruch in der territorialen Kontinuität und für zahlreiche Hindernisse im Hinblick auf harmonisierte

Pour répondre aux besoins des acteurs de la Conférence du Rhin Supérieur de disposer de bases de données harmonisées au niveau transfrontalier et de cartographies offrant une représentation cohérente du Rhin Supérieur, le SIGRS a produit et actualisé de nombreuses bases de données thématiques transfrontalières et réalisé nombre de cartographies correspondantes.

Cependant, son infrastructure technique ne permettait ni de télécharger rapidement ces données, ni de produire autre chose que des cartographies statiques au format PDF.

Or, au cours des dernières années, de plus en plus de partenaires français, allemands et suisses ont exprimé le souhait de disposer d'un accès facilité à des données harmonisées au niveau transfrontalier et/ou de cartographies dynamiques, et d'être aidés dans la réalisation de cartographies transfrontalières.

De ces constats a émergé le projet « Un centre de compétences d'information géographique appuyé par un Géoportail ».

Ce projet devra en effet permettre d'apporter des réponses adaptées aux nouveaux besoins des acteurs transfrontaliers et de renforcer ainsi l'expertise d'un réseau extensif d'acteurs publics transfrontaliers.

Ce centre de compétences, appuyé par les fonctionnalités innovantes du Géoportail, qui sont également requises par la Directive européenne INSPIRE, garantira une meilleure connaissance du territoire du Rhin Supérieur et de ses potentiels. A terme, ce projet pourra également contribuer à une meilleure gouvernance des initiatives transfrontalières.

P.m. La directive européenne 2007/2/CE du 14 mars 2007, dite Directive INSPIRE, vise à établir une infrastructure d'information géographique dans l'Union Européenne. A cette fin, elle formule plusieurs préconisations, pour notamment faciliter l'interopérabilité et donc l'échange de données géographiques.

Le Groupe de travail Aménagement du Territoire et le Groupe d'experts relatif à ce projet, réunissant de nombreux représentants institutionnels français, allemands et suisses, seront chargés de la mise en oeuvre du projet « Un centre de compétences d'information géographique appuyé par un Géoportail », qui émergera au titre du programme INTERREG V Rhin Supérieur. Sa mise en oeuvre, qui s'étendra du 1^{er} juillet 2015 au 30 juin 2018, sera régie par la présente convention de préfinancement, jusqu'à la signature de la convention INTERREG V (sans doute peu avant l'été 2016), qui remplacera alors la présente convention.

Aucun fonds européen ne sera appelé avant la signature de la convention INTERREG V. Les dépenses engagées au cours de la période entre le 1^{er} juillet 2015 et le démarrage de la convention INTERREG V seront prises

grenzüberschreitende Politik ist.

Um den Anforderungen der Akteure der Oberrheinkonferenz hinsichtlich harmonisierter Daten auf grenzüberschreitender Ebene und einer Kartographie Rechnung zu tragen, die eine kohärente Darstellung des Oberrheins ermöglicht, hat GISOR eine Vielzahl von grenzüberschreitenden thematischen Datenbanken erstellt und aktualisiert, sowie zahlreiche entsprechende Karten erstellt.

Allerdings war es aufgrund der technischen Infrastruktur nicht möglich, diese Daten schnell herunterzuladen oder etwas anderes als statische Karten im PDF-Format zu erstellen.

In den letzten Jahren haben immer mehr französische, Schweizer und deutsche Partner den Wunsch geäußert, über einen vereinfachten Zugang zu harmonisierten Daten für das grenzüberschreitende Gebiet und/oder über eine dynamische Kartengenerierung zu verfügen und bei der Erstellung grenzüberschreitender Karten unterstützt zu werden.

Diese Rahmenbedingungen waren Anlass für die Entwicklung des Projekts „GIS-Kompetenzzentrum auf Geoportal-Basis“.

Dieses Projekt soll die passenden Antworten auf die neuen Anforderungen der grenzüberschreitenden Akteure geben und auf diese Weise die Kompetenzen eines ausgedehnten Netzwerks öffentlicher, grenzüberschreitender Akteure stärken.

Dieses Kompetenzzentrum, unterstützt durch die innovativen Funktionalitäten des Geoportals, die auch von der europäischen INSPIRE-Richtlinie gefordert werden, gewährleistet ein besseres Verständnis des Oberrheingebiets und seiner Potenziale. Langfristig kann dieses Projekt damit auch zu einer besseren grenzüberschreitenden Governance beitragen.

P.m. Die europäische Richtlinie 2007/2/EG vom 14. März 2007, genannt INSPIRE-Richtlinie, zielt auf die Einrichtung einer geografischen Informationsinfrastruktur in der Europäischen Union. Zu diesem Zweck spricht sie mehrere Empfehlungen aus, insbesondere zur Erleichterung der Interoperabilität und damit dem Austausch geografischer Daten.

Die Arbeitsgruppe Raumordnung und der mit diesem Thema befasste Expertenausschuss aus zahlreichen institutionellen Vertretern aus Frankreich, Deutschland und der Schweiz, werden mit der Einrichtung von einem „GIS-Kompetenzzentrum auf Geoportalbasis“ beauftragt, das im Rahmen des INTERREG-V-Programms Oberrhein finanziert wird. Die Umsetzung, die sich vom 1. Juli 2015 bis zum 30. Juni 2018 erstreckt, wird bis zur Unterzeichnung der INTERREG-V-Vereinbarung (vermutlich kurz vor dem Sommer 2016) durch die vorliegende Vorfinanzierungsvereinbarung geregelt, die

en charge à travers les contributions annuelles de l'ensemble des partenaires cofinanceurs, et rétroactivement par le programme INTERREG V. Si les crédits au titre du programme INTERREG V n'étaient pas accordés, les différents partenaires cofinanceurs se partageraient les coûts engagés entre le 1^{er} juillet 2015 et la décision du Comité de Suivi INTERREG V, au prorata et dans la limite de leur participation initiale.

Le pilotage ainsi que le portage du projet seront confiés au Département du Haut-Rhin, qui en assurera le suivi administratif, financier et juridique.

Article 1 - OBJET

L'objet de cette convention de préfinancement est de fixer les modalités de participation des signataires et de démarrer le projet «Un centre de compétences d'information géographique appuyé par un Géoportail », dans l'attente de la signature de la convention INTERREG V afférente.

Par accord entre les parties, il a été convenu que la présente convention de préfinancement prendra effet à compter du 1^{er} juillet 2015.

Dans le cas où la convention INTERREG V serait conclue dans les conditions attendues par les partenaires, cette dernière couvrirait alors rétroactivement la période entre le 1^{er} juillet 2015 et le 30 juin 2018.

Dans le cas où la convention INTERREG V ne devait pas être conclue dans les conditions attendues par les partenaires, la présente convention cesserait ses effets à compter de la décision du Comité de suivi INTERREG V et au terme des obligations financières respectives des partenaires, qui y sont rattachées. Les cofinanceurs du projet devraient alors rédiger une nouvelle convention pour définir les objectifs et les conditions d'un nouveau projet.

Article 2 - OBJECTIFS

A partir du 1^{er} juillet 2015, ce projet devra permettre la mise en place d'un centre de compétences, dans lequel chaque utilisateur sera partie prenante.

dann von der neuen INTERREG V-Vereinbarung abgelöst wird.

Vor der Unterzeichnung der INTERREG-V-Vereinbarung werden keine europäischen Mittel abgerufen. Die Ausgaben zwischen dem 1. Juli 2015 und dem Start der INTERREG-V-Vereinbarung werden über die jährlichen Beiträge aller mitfinanzierenden Partner und rückwirkend durch das INTERREG-V-Programm übernommen. Werden die Fördermittel im Rahmen des INTERREG-V-Programms nicht bewilligt, teilen sich die mitfinanzierenden Partner die für das Projekt zwischen dem 1. Juli 2015 und dem Entscheid des INTERREG-V-Begleitausschusses getätigten Ausgaben im Verhältnis und in der Grenze ihrer ursprünglichen Beteiligung.

Die Steuerung und die Trägerschaft des Projekts werden dem Departement Haut-Rhin übertragen, das die administrative, finanzielle und juristische Steuerung übernimmt.

Artikel 1 - GEGENSTAND

Gegenstand dieser Vorfinanzierungsvereinbarung ist die Festlegung der Beteiligungsmodalitäten der Unterzeichner und der Start des Projekts eines „GIS-Kompetenzzentrum auf Geoportalbasis“, in Erwartung der Unterzeichnung der projektspezifischen INTERREG-V-Vereinbarung.

Durch Übereinkommen zwischen den Parteien wurde vereinbart, dass die vorliegende Vorfinanzierungsvereinbarung ab dem 1. Juli 2015 in Kraft tritt.

Wäre die INTERREG V-Vereinbarung unter den von den Partnern erwarteten Umständen, abgeschlossen, dann würde sie retroaktiv den Zeitraum zwischen dem 1. Juli 2015 und dem 30. Juni 2018 decken.

Wäre die INTERREG V-Vereinbarung nicht unter den von den Partnern erwarteten Umständen, würde die vorliegende Vereinbarung ab dem Entscheid von dem INTERREG V – Begleitausschuss und am Ende der finanziellen Verpflichtungen der jeweiligen Partner sofort aufhören, gültig zu sein. Die Projektkofinanzierer sollten dann eine neue Vereinbarung erarbeiten, um die Ziele und die Rahmenbedingungen von dem neuen Projekt zu definieren.

Artikel 2 - ZIELSETZUNGEN

Ab dem 1. Juli 2015 soll im Rahmen dieses Projekts unter Einbindung aller Nutzer ein Kompetenzzentrum eingerichtet werden.

Ce centre de compétences devra :

- aider les acteurs du Rhin Supérieur dans la réalisation et la mise à disposition de résultats visuels, sous la forme de cartographies interactives,
- et/ou leur mettre à disposition les moyens techniques et humains nécessaires pour accéder de manière rapide, simplifiée, bilingue et interactive aux données transfrontalières.

Ce centre de compétences s'appuiera pour cela sur la mise en place d'un Géoportail du Rhin Supérieur, qui peut se définir comme un portail web public, permettant l'accès, le téléchargement et la visualisation interactive de données géographiques transfrontalières. Grâce à cet outil, aucun acteur transfrontalier ne devra plus passer par une convention de mise à disposition pour utiliser les bases de données. Dorénavant, il pourra les télécharger librement et visualiser ou réaliser des cartographies interactives transfrontalières, via le Géoportail.

A noter toutefois que ce centre de compétences aura pour objectif de répondre à des commandes émanant des principaux acteurs transfrontaliers et n'aura pas vocation à se substituer mais à venir en complémentarité à certains de ses partenaires travaillant sur des thématiques connexes, comme par exemple les statistiques, les cartes thématiques ou les géoportails nationaux.

En outre, le centre de compétences contribuera à consolider l'expertise des acteurs publics de l'information géographique à l'échelle du Rhin Supérieur à travers notamment des échanges renforcés avec les experts de l'information géographique à l'échelle de la Grande Région*, la mise en place d'infrastructures techniques compatibles, et le développement des échanges avec les experts de l'Observatoire statistique transfrontalier de l'Arc Jurassien.

**La Grande Région est un territoire de coopération entre les Länder de Sarre et de Rhénanie-Palatinat, la Lorraine, le Luxembourg, la Wallonie, et les communautés française et germanophone de Belgique.*

A moyen et long terme, le centre de compétences devrait permettre une coopération plus efficiente dans le cadre du travail administratif quotidien et ainsi contribuer à une meilleure gouvernance transfrontalière et à une meilleure visibilité des résultats atteints.

Article 3 - MISSIONS

Les missions sont au nombre de trois :

1. **Mise en œuvre d'un centre de compétences du Rhin Supérieur** : cette première mission permettra de

Dieses Kompetenzzentrum soll:

- den Akteuren des Oberrheins bei der Erstellung und der Bereitstellung von visuellen Ergebnissen in Form von interaktiven Karten helfen,
- und/oder ihnen die notwendigen technischen und personellen Mittel zur Verfügung stellen, um schnell, einfach, zweisprachig und interaktiv auf grenzüberschreitende Daten zuzugreifen.

Zu diesem Zweck stützt sich das Kompetenzzentrum auf die Einrichtung eines Geoportals Oberrhein, das als öffentliches Webportal erstellt werden kann und den Zugang, den Download und die interaktive Visualisierung grenzüberschreitender geografischer Daten ermöglicht. Dank dieses Tools können grenzüberschreitende Akteure die Datenbank nutzen, ohne eine spezielle Vereinbarung über die Datenbereitstellung schließen zu müssen. In Zukunft können die Daten über das Geoportal frei heruntergeladen und interaktive grenzüberschreitende Karten erstellt und visualisiert werden.

Es wird darauf hingewiesen, dass das Kompetenzzentrum den Zweck verfolgt, Aufträge der wichtigsten grenzüberschreitenden Akteure zu bearbeiten, und zwar in Ergänzung zu Partnerinstitutionen, die an verwandten Themen arbeiten (z.B. Statistiken, thematische Karten oder nationale Geoportale), ohne diese jedoch ersetzen zu wollen.

Außerdem soll das Kompetenzzentrum zur Stärkung der Sachkenntnis der öffentlichen Akteure bezüglich geografischer Informationen im Oberrheingebiet beitragen. Dies geschieht insbesondere durch verstärkten Austausch mit den Experten für geografische Informationen auf der Ebene der Großregion*, die Einrichtung von technisch kompatiblen Infrastrukturen sowie den Ausbau des Austauschs mit den Experten der Grenzüberschreitenden statistischen Dokumentationsstelle des Jurabogens.

**Die Großregion ist ein gemeinsamer Kooperationsraum der Länder Saarland und Rheinland-Pfalz, von Lothringen, Luxemburg, der Wallonie und den französisch- und deutschsprachigen Gemeinschaften Belgiens.*

Mittel- und langfristig soll das Kompetenzzentrum eine effizientere Zusammenarbeit im normalen Verwaltungsalltag ermöglichen und damit zu einer besseren grenzüberschreitenden Governance und einer besseren Sichtbarkeit der erzielten Ergebnisse beitragen.

Artikel 3 - AUFGABEN

Das Projekt umfasst drei Aufgaben:

1. **Einrichtung eines Kompetenzzentrums für den Oberrhein**: diese Aufgabe soll eine

répondre plus efficacement aux demandes de tous les acteurs publics de la Région Métropolitaine Trinationale (RMT) du Rhin Supérieur, comme les Universités, les centres de recherche, les Eurodistricts, etc. et les groupes de travail et d'experts de la Conférence du Rhin Supérieur.

2. **Mise en place d'un Géoportail du Rhin Supérieur :** cette seconde mission permettra d'une part de respecter pleinement les obligations prévues par la Directive européenne INSPIRE, en termes d'interopérabilité des données géographiques mais également d'en faciliter l'échange : chaque utilisateur pourra directement accéder aux données et métadonnées en ligne. En même temps, elle rendra possible la production de cartographies interactives, ce qui correspond à une demande émanant de plusieurs partenaires transfrontaliers (notamment de la Conférence du Rhin Supérieur).
3. **Mise en œuvre d'actions de communication et de dispositifs visant à faire connaître le centre de compétences :** cette mission permettra une meilleure appropriation du centre de compétences par ses utilisateurs potentiels.

Article 4 – DÉFINITION

Le porteur de projet et ses partenaires cofinanceurs s'engagent à réaliser les objectifs du projet tels que décrits à l'article 2 ci-dessus et à remplir les missions fixées à l'article 3 ci-dessus, dans le respect des dispositions prévues dans la présente convention.

Article 5 – PÉRIODE CONCERNÉE

5.1 Durée de validité de la convention

La présente convention entre en vigueur le 1^{er} juillet 2015. Le porteur de projet notifie cette entrée en vigueur à tous les partenaires cofinanceurs dans les meilleurs délais et transmettra à cette occasion un exemplaire original de la convention à chacun des signataires.

Si la demande au titre du programme INTERREG V venait à être refusée et si la convention INTERREG V ne pouvait donc plus être conclue, la présente convention ne serait plus valable à compter de la date de ce refus.

5.2 Période de réalisation

La réalisation du projet démarrera le 1^{er} juillet 2015 et se poursuivra jusqu'à l'entrée en vigueur de la convention INTERREG V afférente au même projet, qui se substituera à la présente convention.

Article 6 – PLAN DE FINANCEMENT

6.1 Répartition des fonds

effizientere Antwort auf die Anforderungen aller öffentlichen Akteure der trinationalen Metropolregion Oberrhein geben, darunter Universitäten, Forschungszentren, Eurodistrikte etc. sowie Arbeits- und Expertengruppen der Oberrheinkonferenz.

2. **Einrichtung eines Geoportals für den Oberrhein:** diese zweite Aufgabe wird auf der einen Seite die vollständige Umsetzung der in der INSPIRE-Richtlinie vorgesehenen Verpflichtungen hinsichtlich der Interoperabilität der geografischen Daten aber auch bezüglich deren vereinfachtem Austausch ermöglichen: jeder Nutzer kann direkt online auf die Daten und Metadaten zugreifen. Gleichzeitig ermöglicht das Geoportal die Erstellung interaktiver Karten, was einer Forderung mehrerer grenzüberschreitender Akteure (insbesondere der Oberrheinkonferenz) entspricht.
3. **Umsetzung von Kommunikationsmaßnahmen zur Erhöhung des Bekanntheitsgrads des Kompetenzzentrums:** diese Aufgabe soll eine bessere Teilhabe der potentiellen Nutzer am Kompetenzzentrum bewirken.

Artikel 4 – DEFINITION

Der Projektträger und die Kofinanzierungspartner verpflichten sich, die oben im Artikel 2 beschriebenen Zielsetzungen und die oben im Artikel 3 festgestellten Aufgaben im Einklang mit den Bestimmungen der vorliegenden Vereinbarung durchzuführen.

Artikel 5 – ZEITRAUM

5.1 Gültigkeitsdauer der Vereinbarung

Die vorliegende Vereinbarung tritt am 1. Juli 2015 in Kraft. Der Projektträger informiert alle Partner umgehend über das Inkrafttreten und übermittelt jedem Unterzeichner ein Originalexemplar der Vereinbarung zuzusenden.

Die vorliegende Vereinbarung tritt außer Kraft, wenn und sobald der Fall eintritt, dass eine INTERREG-Förderung des Projekts nicht erfolgt und eine INTERREG-V-Vereinbarung nicht zustande kommt.

5.2 Durchführungszeitraum

Das Projekt startet am 1. Juli 2015 und wird weiterverfolgt bis zum Inkrafttreten der INTERREG-V-Vereinbarung zu nämlichem Projekt fort, die dann an die Stelle der vorliegenden Vereinbarung tritt.

Artikel 6 – FINANZIERUNGSPLAN

6.1 Aufteilung der Mittel

La répartition des fonds entre les différents cofinanceurs, s'établit comme suit :

Die Aufteilung der Mittel zwischen den verschiedenen Kofinanzierern gestaltet sich wie folgt :

CONTRIBUTION	BEITRAG	Du 1 ^{er} juillet 2015 au 30 juin 2018 Vom 1. Juli 2015 bis zum 30. Juni 2018
Etat français	Französischer Staat	15 000 € (4,17%)
Région Alsace	Région Alsace	15 000 € (4,17%)
Département du Bas-Rhin	Département du Bas-Rhin	15 000 € (4,17%)
Département du Haut-Rhin	Département du Haut-Rhin	15 000 € (4,17%)
Land de Bade-Wurtemberg	Land Baden-Württemberg	21 875,00 € (6,08%)
Land de Rhénanie-Palatinat	Land Rheinland-Pfalz	15 000 € (4,17%)
Regionalverband	Regionalverband	18 750 € (5,21%)
Hochrhein-Bodensee	Hochrhein-Bodensee	
Landkreis	Landkreis	2 500 € 0,69%)
Breisgau-Hochschwarzwald	Breisgau-Hochschwarzwald	
Regionalverband Mittlerer Oberrhein	Regionalverband Mittlerer Oberrhein	937,50 (0,26%)
Regionalverband Südlicher Oberrhein	Regionalverband Südlicher Oberrhein	937,50 (0,26%)
Regionalplanungsstelle beider Basel (Canton de Bâle-Ville + Canton de Bâle-Campagne)	Regionalplanungsstelle beider Basel (Kanton Basel-Stadt + Kanton Basel-Landschaft)	17 000 € (4,72%)
République et Canton du Jura	République et Canton du Jura	10 000 € (2,78%)
Canton de Bâle-Ville	Kanton Basel-Stadt	8 500 € (2,36%)
Canton de Bâle-Campagne	Kanton Basel-Landschaft	8 500 € (2,36%)
Nouvelle Politique Régionale (Union Européenne)	Neue Regionalpolitik Europäische Union	16 000 (4,44%) 180 000 € (50%)
Total (3 ans)	Total (3 Jahre)	360 000 € (100%)

6.2 Utilisation des fonds

Le porteur de projet est tenu d'utiliser les fonds qui lui sont confiés exclusivement aux fins indiquées aux articles 1, 2 et 3 de la présente convention. Les postes de dépenses sont les suivants :

1. Frais de personnel
2. Frais de déplacement et d'hébergement
3. Frais liés au recours à des compétences et à des services externes

Article 7 - MODALITÉS DE VERSEMENT DES COFINANCEMENTS

Pour la période allant du 1er juillet 2015 au 30 juin 2018 (date de la fin du projet INTERREG V):

Le Département du Haut-Rhin participe à hauteur de 2 500 euros pour les six derniers mois de 2015 et les six premiers mois de 2018, et pour 5 000 euros pour 2016 et 2017 (soit 4,17 % du montant total prévisionnel).

Le Département du Bas-Rhin participe à hauteur de 2 500 euros pour les six derniers mois de 2015 et les six premiers mois de 2018, et pour 5 000 euros pour 2016 et 2017 (soit 4,17 % du montant total prévisionnel).

6.2 Verwendung der Mittel

Der Projektträger ist verpflichtet, die ihm überlassenen Mittel ausschließlich zu den in den Artikeln 1, 2 und 3 der vorliegenden Vereinbarung festgelegten Zwecken zu verwenden. Die Ausgabenposten sind folgende:

1. Personalkosten
2. Spesen für Reisen und Unterbringung
3. Kosten in Zusammenhang mit dem Rückgriff auf externe Kompetenzen und Dienstleistungen

Artikel 7 - AUSZAHLUNGSBEDINGUNGEN FÜR DIE KOFINANZIERUNGSMITTEL

Für die Laufzeit des Projektes zwischen dem 1. Juli 2015 bis zum 30. Juni 2018 (Enddatum des INTERREG-V-Projektes):

Das Departement Haut-Rhin beteiligt sich in Höhe von 2 500 Euro für die letzten sechs Monate 2015 und die ersten sechs Monate 2018, und in Höhe von 5 000 Euro für 2016 und 2017 (also 4,17 % des geschätzten Gesamtbetrags).

Das Departement Bas-Rhin beteiligt sich in Höhe von 2 500 Euro für die letzten sechs Monate 2015 und die ersten sechs Monate 2018, und in Höhe von 5 000 Euro für 2016 und 2017 (also 4,17 % des geschätzten Gesamtbetrags).

La Région Alsace participe à hauteur de 2 500 euros pour les six derniers mois de 2015 et les six premiers mois de 2018, et pour 5 000 euros pour 2016 et 2017 (soit 4,17 % du montant total prévisionnel).

L'Etat français participe à hauteur de 2 500 euros pour les six derniers mois de 2015 et les six premiers mois de 2018, et pour 5 000 euros pour 2016 et 2017 (soit 4,17 % du montant total prévisionnel).

Le Ministerium für Verkehr und Infrastruktur Baden-Württemberg participe à hauteur de 4 375 euros pour les six derniers mois de 2015 et 8 750 euros pour 2016 et 2017 (soit 6,08% du montant total prévisionnel du projet).

Le Ministerium für Wirtschaft, Klimaschutz, Energie und Landesplanung Rheinland-Pfalz participe à hauteur de 2 500 euros pour les six derniers mois de 2015 et les six premiers mois de 2018, et 5 000 euros pour 2016 et 2017 (soit 4,17% du montant total prévisionnel du projet).

Le Regionalverband Hochrhein-Bodensee participe à hauteur de 3 125 euros pour les six derniers mois de 2015 et les six premiers mois de 2018, et 6 250 euros pour 2016 et 2017 (soit 5,21% du montant total prévisionnel du projet).

Le Landkreis Breisgau-Hochschwarzwald participe à hauteur de 416,67 euros pour les six derniers mois de 2015 et les six premiers mois de 2018, et 833,33 euros pour 2016 et 2017 (soit 0,69% du montant total prévisionnel du projet).

Le Regionalverband Mittlerer Oberrhein participe à hauteur de 937,50 euros pour 2016 (soit 0,26% du montant total prévisionnel du projet).

Le Regionalverband Südlicher Oberrhein participe à hauteur de 312,50 euros pour 2016, 2017 et 2018 (soit 0,26% du montant total prévisionnel du projet).

La Regionalplanungsstelle beider Basel (Canton de Bâle-Ville + Canton de Bâle-Campagne) participe à hauteur de 8 000 euros pour les six derniers mois de 2015, et 9 000 euros pour 2016 (soit 4,72% du montant total prévisionnel du projet).

La République et Canton du Jura participe à hauteur de 5 000 euros pour 2016, 3 000 euros pour 2017 et 2 000 euros pour les six premiers mois de 2018 (soit 2,78% du montant total prévisionnel du projet).

Le Canton de Bâle-Ville participe à hauteur de 4 250 euros pour 2016, 2 550 euros pour 2017 et 1 700 euros pour les six premiers mois de 2018 (soit 2,36% du montant total prévisionnel du projet).

Die Region Alsace beteiligt sich in Höhe von 2 500 Euro für die letzten sechs Monate 2015 und die ersten sechs Monate 2018, und in Höhe von 5 000 Euro für 2016 und 2017 (also 4,17 % des geschätzten Gesamtbetrags).

Der französische Staat beteiligt sich in Höhe von 2 500 Euro für die letzten sechs Monate 2015 und die ersten sechs Monate 2018, und in Höhe von 5 000 Euro für 2016 und 2017 (also 4,17 % des geschätzten Gesamtbetrags).

Das Ministerium für Verkehr und Infrastruktur Baden-Württemberg beteiligt sich in Höhe von 4 375 Euro für die letzten sechs Monate 2015, und in Höhe von 8 750 Euro für 2016 und 2017 (also 6,08 % des geschätzten Gesamtbetrags des Projekts).

Das Ministerium für Wirtschaft, Klimaschutz, Energie und Landesplanung Rheinland-Pfalz beteiligt sich in Höhe von 2 500 Euro für die letzten sechs Monate 2015 und die ersten sechs Monate 2018, und in Höhe von 5 000 Euro für 2016 und 2017 (also 4,17% des geschätzten Gesamtbetrags des Projekts).

Der Regionalverband Hochrhein-Bodensee beteiligt sich in Höhe von 3 125 Euro für die letzten sechs Monate 2015 und die ersten sechs Monate 2018, und in Höhe von 6 250 Euro für 2016 und 2017 (also 5,21% des geschätzten Gesamtbetrags).

Der Landkreis Breisgau-Hochschwarzwald beteiligt sich in Höhe von 416,67 Euro für die letzten sechs Monate 2015 und die ersten sechs Monate 2018, und in Höhe von 833,33 Euro für 2016 und 2017 (also 0,69% des geschätzten Gesamtbetrags).

Der Regionalverband Mittlerer Oberrhein beteiligt sich in Höhe von 937,50 Euro für 2016 (also 0,26% des geschätzten Gesamtbetrags des Projekts).

Der Regionalverband Südlicher Oberrhein beteiligt sich in Höhe von 312,50 Euro für 2016, 2017 und 2018 (also 0,26% des geschätzten Gesamtbetrags des Projekts).

Die Regionalplanungsstelle beider Basel (Kanton Basel-Stadt + Kanton Basel-Land) beteiligt sich in Höhe von 8 000 Euro für die letzten sechs Monate 2015 und in Höhe von 9 000 Euro für 2016 (also 4,72% des geschätzten Gesamtbetrags des Projekts).

Die Republik und der Kanton Jura beteiligt sich in Höhe von 5 000 Euro für 2016, 3 000 Euro für 2017 und 2 000 Euro für die ersten sechs Monate 2018 (also 2,78% des geschätzten Gesamtbetrags des Projekts).

Der Kanton Basel-Stadt beteiligt sich in Höhe von 4 250 Euro für 2016, 2 550 Euro für 2017 und 1 700 Euro für die ersten sechs Monate 2018 (also 2,36% des geschätzten Gesamtbetrags des Projekts).

Le Canton de Bâle-Campagne participe à hauteur de 4 250 euros pour 2016, 2 550 euros pour 2017 et 1700 euros pour les six premiers mois de 2018 (soit 2,36% du montant total prévisionnel du projet).

La Nouvelle Politique Régionale participe à hauteur de 8 000 euros pour 2016, 4 800 euros pour 2017, 3 200 euros pour les six premiers mois de 2018 (soit 4,44% du montant total prévisionnel du projet).

Les frais bancaires relatifs au versement des fonds suisses sont à la charge des partenaires suisses.

Les demandes de versement des contributions suisses seront libellées en euros. Les risques de change sont à la charge des partenaires suisses.

Rythme des versements

Le rythme des versements des contributions des partenaires cofinanceurs, tel que décrit dans l'annexe n°1 à cette convention, sera le suivant :

- pour les six derniers mois de 2015, à la signature de la convention,
- au 30 juin 2016 : sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses effectuées en 2015 et d'un rapport d'activités succinct présentant les actions menées jusqu'à cette date,
- au 30 juin 2017 : sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses effectuées en 2016 et d'un rapport d'activités succinct présentant les actions menées jusqu'à cette date,
- au 30 juin 2018 : sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses effectuées en 2017 et d'un rapport d'activités succinct présentant les actions menées jusqu'à cette date,
- Le rapport final et un décompte final seront présentés au plus tard dans les trois mois après la date de fin du projet, soit le 30 septembre 2018.

Article 8 - RAPPORTS D'ACTIVITES ANNUEL ET FINAL

Les rapports d'activités annuels et le rapport final mentionnés ci-dessus devront être rédigés en langues française et allemande, et validés par tous les partenaires du projet.

Le porteur de projet est tenu de transmettre à ses partenaires le rapport final, dans les 3 mois suivant la fin du projet, à savoir le 30 septembre 2018.

Article 9 - REVERSEMENTS

9.1 Réalisation partielle du projet

Si le projet est réalisé partiellement, le porteur de projet calcule le taux de réalisation du projet et la participation de chaque partenaire au regard de ce taux. Sur cette base, il équilibre ses comptes et procède aux reversements, au vu de la participation calculée.

Der Kanton Basel-Landschaft beteiligt sich in Höhe von 4 250 Euro für 2016, 2 550 Euro für 2017 und 1 700 Euro für die ersten sechs Monate 2018 (also 2,36% des geschätzten Gesamtbetrags des Projekts).

Die Neue Regionalpolitik beteiligt sich in Höhe von 8 000 Euro für 2016, 4 800 Euro für 2017, 3 200 Euro für die ersten sechs Monate 2018 (also 4,44% des geschätzten Gesamtbetrags des Projekts).

Die Bankgebühren in Zusammenhang mit den Schweizer Zahlungen gehen zu Lasten der Schweizer Partner.

Die Zahlungsaufforderungen für die Schweizer Beiträge ergehen in Euro. Die Wechselkursrisiken gehen zu Lasten der Schweizer Partner.

Zahlungsplan

Der Zahlungsrhythmus für die Beiträge der mitfinanzierenden Partner, wie in Anlage Nr. 1 dieser Vereinbarung beschrieben, gestaltet sich wie folgt:

- für die letzten Monate 2015, bei der Unterzeichnung der Vereinbarung,
- zum 30. Juni 2016: nach Vorstellung einer Synthese der 2015 getätigten Ausgaben und eines zusammenfassenden Aktivitätsberichts mit den bis zu diesem Zeitpunkt durchgeführten Aktionen,
- zum 30. Juni 2017: nach Vorstellung einer Synthese der 2016 getätigten Ausgaben und eines zusammenfassenden Aktivitätsberichts mit den bis zu diesem Zeitpunkt durchgeführten Aktionen,
- zum 30. Juni 2018: nach Vorstellung einer Synthese der 2017 getätigten Ausgaben und eines zusammenfassenden Aktivitätsberichts mit den bis zu diesem Zeitpunkt durchgeführten Aktionen,
- Der Abschlussbericht und eine endgültige Abrechnung werden spätestens innerhalb von drei Monaten nach Ende des Projekts vorgestellt, also bis zum 30. September 2018.

Artikel 8 - ABSCHLUSSBERICHT

Die jährlichen Aktivitätsberichte und der oben genannte Abschlussbericht müssen in französischer und deutscher Sprache verfasst und von allen Projektpartnern validiert werden.

Der Projektträger ist angehalten, seinen Partnern den Abschlussbericht innerhalb von 3 Monaten nach Ende des Projekts vorzustellen, also bis zum 30. September 2018.

Artikel 9 - RÜCKZAHLUNGEN

9.1 Teilrealisierung des Projektes

Wird das Projekt nur teilweise durchgeführt, so ermittelt der Projektträger die Realisierungsrate und die dementsprechend für die einzelnen Partner anfallende Beteiligung. Auf dieser Grundlage hat er seinen Kontenausgleich vorzunehmen und die entsprechenden

9.2 Modalités de reversement des fonds perçus en cas de réalisation partielle du projet

En cas de réalisation partielle du projet, le porteur s'engage à reverser les fonds dus aux partenaires dans un délai de six mois après la clôture du projet.

Toutefois, au-delà de 99% de réalisation, le montant restant reviendra au porteur de projet.

Article 10 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

Si un obstacle persistant contraire à la réalisation du projet est rencontré après le démarrage, les partenaires cofinanceurs peuvent résilier la présente convention de façon anticipée.

En cas de résiliation anticipée de la présente convention, les sommes déjà versées par les partenaires et déjà dépensées par le porteur de projet ne leur seront pas restituées.

En cas de résiliation anticipée de la présente convention, les sommes déjà versées par les partenaires mais non consommées par le porteur de projet, leur seront restituées au prorata de leur participation initiale au projet.

Article 11 - TRANSPARENCE

Le porteur et ses partenaires sont tenus de conserver les pièces justificatives originales 3 ans après la clôture de la convention et de les montrer ou d'en communiquer une copie à tout partenaire en faisant la demande.

Article 12 - JURIDICTIONS COMPÉTENTES

En cas de litige, les partenaires s'efforcent de trouver une solution à l'amiable. À défaut, les juridictions compétentes sont celles dont relève le Département du Haut-Rhin, porteur du projet.

Annexe à la présente convention : Le plan de financement par année, pour la période entre le 1er juillet 2015 et le 30 juin 2018.

Rückzahlungen durchzuführen.

9.2 Bestimmungen über die Rückzahlung der gezahlten Mittel

Gegebenenfalls verpflichtet sich der Träger, die Beihilfen innerhalb von sechs Monaten nach Ende des Projektes zurückzuzahlen.

Ab einer Umsetzungsrate von 99 % geht der Restbetrag an den Projektträger.

Artikel 10 - KÜNDIGUNG DER VEREINBARUNG

Entsteht nach Beginn ein dauerhaftes Hindernis, welches der weiteren Durchführung des Projekts entgegensteht, können die Kofinanzierungspartner die vorliegende Vereinbarung kündigen.

Falls die vorliegende Vereinbarung früher gekündigt wird, werden die von den Partnern bezahlten und schon von dem Projektträger ausgegebenen Summen den Partnern nicht zurückgezahlt.

Falls die vorliegende Vereinbarung früher gekündigt wird; werden die von den Partnern bezahlten aber nicht von dem Projektträger ausgegebenen Summen den Partnern in Zusammenhang mit ihrem ursprünglichen Beitrag zurückgezahlt.

Artikel 11 - TRANSPARENZ

Der Träger und seine Partner sind verpflichtet, die Originalbelege 3 Jahre nach Ende der Vereinbarung aufzubewahren und den Partnern diese auf Anfrage vorzulegen oder eine Abschrift davon zuzuleiten.

Artikel 12 -GERICHTSSTANDVEREINBARUNG

Im Falle einer Streitigkeit werden sich die Partner bemühen, eine gütliche Einigung herbeizuführen. Sollte dies nicht gelingen, so sind die Gerichtsbarkeiten zuständig, denen das Département du Haut-Rhin als Projektträger unterliegt.

Anlage zur vorliegenden Vereinbarung: Der Finanzierungsplan pro Jahr für die Periode zwischen dem 1. Juli 2015 und dem 30. Juni 2018.

Signataires de la présente convention de préfinancement
relative au projet de « Centre de compétences d'information géographique appuyé par un Géoportail »

Unterzeichnende des vorliegenden Vorfinanzierungsabkommens
in Bezug auf das Projekt „GIS-Kompetenzzentrum auf Geoportalbasis“.

Conseil départemental



Haut-Rhin

Département du Haut-Rhin,
Porteur de projet



Le Préfet de la Région Alsace pour l'État français



Conseil Régional d'Alsace,



Département du Bas-Rhin



Ministerium für Wirtschaft, Klimaschutz, Energie und
Landesplanung



Baden-Württemberg

MINISTERIUM FÜR VERKEHR
UND INFRASTRUKTUR

Ministerium für Verkehr und Infrastruktur Baden-
Württemberg



Le Regionalverband Hoahrhein-Bodensee



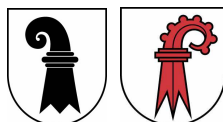
Le Landkreis Breisgau-Hochschwarzwald



Le Regionalverband Mittlerer Oberrhein



Le Regionalverband Südlicher Oberrhein



Regionalplanungsstelle beider Basel



République et Canton du Jura



Kanton Basel-Stadt



Kanton Basel-Landschaft



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Eidgenössisches Departement für
Wirtschaft, Bildung und Forschung WBF
Staatssekretariat für Wirtschaft SECO

Die Neue Regionalpolitik